

Loi du pays n° 2024-20 du 16 septembre 2024 instaurant un régime de droit public de la prescription des créances et des dettes de la Polynésie française

(NOR : DBF24201345LP)
Paru in extenso au journal officiel n°52 NS du 16/09/2024 à la page 5184 dans la partie Lois du pays

Version en vigueur au 16/09/2024

- ▶ Titre Ier – Prescription des créances de la Polynésie française(Art. LP. 3 à Art. LP. 40)
 - ▶ Chapitre Ier – Principes communs (Art. LP. 6 à Art. LP. 28)
 - ▶ Section 1 – Dispositions générales (Art. LP. 7 à Art. LP. 9)
 - ▶ Section 2 – Suspension et report du point de départ de la prescription(Art. LP. 10 à Art. LP. 14)
 - ▶ Section 3 – Interruption de la prescription(Art. LP. 15 à Art. LP. 22)
 - ▶ Section 4 – Invocation de la prescription(Art. LP. 23 à Art. LP. 25)
 - ▶ Section 5 – Renonciation à la prescription (Art. LP. 26 à Art. LP. 28)
 - ▶ Chapitre II – Prescription d’assiette (Art. LP. 29 à Art. LP. 34)
 - ▶ Section 1 – Délai et point de départ de la prescription des créances de toute nature(Art. LP. 31)
 - ▶ Section 2 – Délai et point de départ spécifiques à la prescription des créances de rémunération(Art. LP. 32 à Art. LP. 34)
 - ▶ Chapitre III – Prescription de l’action en recouvrement(Art. LP. 35 à Art. LP. 40)
 - ▶ Section 1 – Délai et point de départ de la prescription(Art. LP. 37)
 - ▶ Section 2 – Suspension et report du point de départ de la prescription(Art. LP. 38)
 - ▶ Section 3 – Interruption de la prescription(Art. LP. 39 à Art. LP. 40)
- ▶ Titre II – Prescription des dettes de la Polynésie française(Art. LP. 41 à Art. LP. 54)
 - ▶ Chapitre Ier – Dispositions générales (Art. LP. 43 à Art. LP. 44)
 - ▶ Chapitre II – Délai et point de départ de la prescription(Art. LP. 45 à Art. LP. 46)
 - ▶ Chapitre III – Suspension et report du point de départ de la prescription(Art. LP. 47 à Art. LP. 48)
 - ▶ Chapitre IV – Interruption de la prescription(Art. LP. 49)
 - ▶ Chapitre V – Disposition diverses (Art. LP. 50 à Art. LP. 54)
- ▶ Titre III – Dispositions d’entrée en vigueur et d’abrogation(Art. LP. 55 à Art. LP. 57)
 - ▶ Chapitre Ier – Dispositions relatives aux créances(Art. LP. 55)
 - ▶ Chapitre II – Dispositions relatives aux dettes(Art. LP. 56 à Art. LP. 57)

L’Assemblée de la Polynésie française a adopté ;
Le Président de la Polynésie française promulgue la loi du pays dont la teneur suit :

Article LP. 1er

Au sens de la présente loi du pays, la dénomination « Polynésie française » s’entend comme désignant les entités suivantes :

- 1° La collectivité « Polynésie française », ses établissements publics et ses autorités administratives indépendantes ;
- 2° L’Assemblée de la Polynésie française ;
- 3° Le Conseil économique, social, environnemental et culturel.

Art. LP. 2

La présente loi du pays fixe le régime de droit public de la prescription extinctive des créances et des dettes de la Polynésie française.
Ce régime déroge à certaines dispositions du code civil conformément aux articles LP. 4 et LP. 42 de la présente loi du pays.

TITRE IER - PRESCRIPTION DES CRÉANCES DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Art. LP. 3

Sauf dispositions expresses contraires, les règles de la prescription extinctive définies par le présent titre sont applicables à toutes les créances que la Polynésie française détient sur les tiers personnes privées ou personnes publiques, autres que l’État et ses établissements publics, les communes, leurs groupements et leurs établissements publics.

Art. LP. 4

Le présent titre déroge, pour la Polynésie française, aux articles 2221, 2224, 2225, 2242, 2245, 2247, 2248, 2249, 2251, 2252, 2253, 2254, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262 et 2277 du titre XX du code civil dans sa version applicable en Polynésie française.

Art. LP. 5

Les dispositions du présent titre ne font pas obstacle à l'application des règles spéciales prévues par d'autres réglementations.

CHAPITRE IER - PRINCIPES COMMUNS

Art. LP. 6

Le présent chapitre fixe les règles communes relatives à la prescription d'assiette et à la prescription de l'action en recouvrement prévues respectivement aux chapitres II et III du présent titre.

SECTION 1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. LP. 7

La prescription se compte par jours, et non par heures.

Le jour pendant lequel se produit un événement d'où court un délai de prescription ne compte pas dans ce délai.

Art. LP. 8

Elle est acquise lorsque le dernier jour du terme est accompli.

Art. LP. 9

Le report du point de départ, la suspension ou l'interruption de la prescription ne peut avoir pour effet de porter le délai de la prescription extinctive au-delà d'un délai butoir de vingt ans à compter du jour de la naissance du droit.

Ce délai butoir ne peut faire l'objet d'aucun aménagement conventionnel entre les parties.

Le premier alinéa n'est pas applicable aux cas mentionnés au 3° de l'article LP. 11 et aux articles LP. 18 et LP. 20.

SECTION 2 - SUSPENSION ET REPORT DU POINT DE DÉPART DE LA PRESCRIPTION

Art. LP. 10

La suspension de la prescription en arrête temporairement le cours sans effacer le délai déjà couru.

Art. LP. 11

Conformément à l'article 2257 du code civil applicable en Polynésie française, la prescription ne court pas :

1° À l'égard d'une créance qui dépend d'une condition, jusqu'à ce que la condition arrive ;

2° À l'égard d'une action en garantie, jusqu'à ce que l'éviction ait lieu ;

3° À l'égard d'une créance à terme, jusqu'à ce que ce terme soit arrivé.

Art. LP. 12

La prescription ne court pas ou est suspendue contre la Polynésie française lorsque celle-ci est dans l'impossibilité d'agir par suite d'un empêchement résultant de la loi, de la convention ou de la force majeure.

Art. LP. 13

La prescription est suspendue à compter du jour où, après la survenance d'un litige, les parties conviennent de recourir à la médiation ou à la conciliation ou, à défaut d'accord écrit, à compter du jour de la première réunion de médiation ou de conciliation.

Le délai de prescription recommence à courir, pour une durée qui ne peut être inférieure à six mois, à compter de la date à laquelle soit l'une des parties ou les deux, soit le médiateur ou le conciliateur déclarent que la médiation ou la conciliation est terminée.

Art. LP. 14

La prescription est également suspendue lorsque le juge fait droit à une demande de mesure d'instruction présentée avant tout procès.

Le délai de prescription recommence à courir, pour une durée qui ne peut être inférieure à six mois, à compter du jour

où la mesure a été exécutée.

SECTION 3 - INTERRUPTION DE LA PRESCRIPTION

Art. LP. 15

L'interruption efface le délai de prescription acquis. Elle fait courir un nouveau délai de même durée que l'ancien.

Art. LP. 16

La reconnaissance, même partielle, par le débiteur du droit de la Polynésie française contre laquelle il prescrivait, interrompt le délai de prescription.

La prescription est notamment interrompue par :

- 1° Tout paiement fait au créancier par le débiteur lui-même ou par son mandataire ;
- 2° Toute demande de remise de dette par le débiteur au créancier ;
- 3° Toute demande valant reconnaissance de l'existence de sa dette par le débiteur au créancier ;
- 4° La demande de compensation opposée par le débiteur dans le délai de prescription ;
- 5° L'autorisation de prélèvement mensuel accordée par le débiteur ;
- 6° La reconnaissance non équivoque par le débiteur du droit du créancier figurant dans un document qui ne lui est pas adressé.

Art. LP. 17

Conformément aux articles 2244 et 2246 du code civil applicable en Polynésie française, la demande en justice, même en référé, et même portée devant une juridiction incompétente, interrompt le délai de prescription.

Il en est de même lorsque l'acte de saisine de la juridiction est annulé par l'effet d'un vice de procédure.

Art. LP. 18

L'interruption résultant de la demande en justice produit ses effets jusqu'à l'extinction de l'instance.

Art. LP. 19

L'interruption est non avenue si le demandeur se désiste de sa demande ou laisse périmer l'instance, ou si sa demande est définitivement rejetée.

Art. LP. 20

Le délai de prescription est également interrompu par une mesure conservatoire prise en application du code de procédure civile de la Polynésie française ou un acte d'exécution forcée.

Art. LP. 21

L'interpellation faite à l'un des débiteurs solidaires par une demande en justice ou par un acte d'exécution forcée ou la reconnaissance par le débiteur du droit de celui contre lequel il prescrivait, interrompt le délai de prescription contre tous les autres, même contre leurs héritiers.

En revanche, l'interpellation faite à l'un des héritiers d'un débiteur solidaire ou la reconnaissance de cet héritier n'interrompt pas le délai de prescription à l'égard des autres cohéritiers, même en cas de créance hypothécaire, si l'obligation est divisible. Cette interpellation ou cette reconnaissance n'interrompt le délai de prescription, à l'égard des autres codébiteurs, que pour la part dont cet héritier est tenu.

Pour interrompre le délai de prescription pour le tout, à l'égard des autres codébiteurs, il faut l'interpellation faite à tous les héritiers du débiteur décédé ou la reconnaissance de tous ces héritiers.

Art. LP. 22

Conformément à l'article 2250 du code civil applicable en Polynésie française, l'interpellation faite au débiteur principal ou sa reconnaissance interrompt le délai de prescription contre la caution.

SECTION 4 - INVOCATION DE LA PRESCRIPTION

Art. LP. 23

Conformément à l'article 2223 du code civil applicable en Polynésie française, les juges ne peuvent pas suppléer d'office le moyen résultant de la prescription.

Art. LP. 24

Sauf renonciation, la prescription peut être opposée en tout état de cause, même en cause d'appel.

Art. LP. 25

Le paiement effectué pour éteindre une dette ne peut être répété au seul motif que le délai de prescription était expiré.

SECTION 5 - RENONCIATION À LA PRESCRIPTION

Art. LP. 26

Conformément à l'article 2220 du code civil applicable en Polynésie française, seule une prescription acquise est susceptible de renonciation.

Art. LP. 27

La renonciation à la prescription est expresse ou tacite. La renonciation tacite résulte de circonstances établissant sans équivoque la volonté de ne pas se prévaloir de la prescription.

Art. LP. 28

La Polynésie française, ou toute autre personne morale ou physique ayant intérêt à ce que la prescription soit acquise, peut l'opposer ou l'invoquer alors même que le débiteur y renonce.

CHAPITRE II - PRESCRIPTION D'ASSIETTE

Art. LP. 29

Les dispositions du présent chapitre s'appliquent sans préjudice des règles communes prévues au chapitre Ier.

Art. LP. 30

La prescription d'assiette correspond au délai dont dispose l'ordonnateur pour émettre l'ordre de recouvrer matérialisant les droits de la Polynésie française à l'encontre de son débiteur.

SECTION 1 - DÉLAI ET POINT DE DÉPART DE LA PRESCRIPTION DES CRÉANCES DE TOUTE NATURE

Art. LP. 31

Les créances sur les tiers se prescrivent par cinq ans à compter du jour où la Polynésie française, titulaire d'un droit, a connu ou aurait dû connaître les faits lui permettant de l'exercer.

SECTION 2 - DÉLAI ET POINT DE DÉPART SPÉCIFIQUES À LA PRESCRIPTION DES CRÉANCES DE RÉMUNÉRATION

Art. LP. 32

La présente section régit les créances que la Polynésie française détient sur ses agents, indépendamment des règles de droit public ou de droit privé qui les gouvernent, et relatives à la répétition des rémunérations indues.

Les créances relatives à la répétition de l'indu comprennent notamment les créances relatives aux traitements, aux rémunérations accessoires, aux compléments de rémunération, aux primes et indemnités, ou encore au remboursement des dépenses engagées par l'agent dans l'exercice de ses fonctions.

Art. LP. 33

Par dérogation à l'article LP. 31, les créances visées à l'article LP. 32 se prescrivent par deux ans à compter du premier jour du mois suivant celui de la date de mise en paiement du versement erroné, y compris lorsque ces créances ont pour origine une décision créatrice de droits irrégulière devenue définitive.

Art. LP. 34

Par dérogation à l'article LP. 33, en cas de paiements indus résultant soit de l'absence d'information de l'administration par un agent, de modifications de sa situation personnelle ou familiale susceptibles d'avoir une incidence sur le montant de sa rémunération, soit de la transmission par un agent d'informations inexactes sur sa situation personnelle ou familiale, la répétition des sommes versées aux agents se prescrit dans un délai de cinq ans à compter du jour où la Polynésie française a connu ou aurait dû connaître les faits lui permettant d'exercer son droit.

CHAPITRE III - PRESCRIPTION DE L'ACTION EN RECOUVREMENT

Art. LP. 35

Les dispositions du présent chapitre s'appliquent sans préjudice des règles communes prévues au chapitre Ier.

Art. LP. 36

La prescription de l'action en recouvrement correspond au délai dont dispose le comptable public de l'entité publique visée à l'article LP. 1er pour obtenir le recouvrement d'un ordre de recouvrer.

SECTION 1 - DÉLAI ET POINT DE DÉPART DE LA PRESCRIPTION

Art. LP. 37

Les comptables publics chargés du recouvrement des créances de la Polynésie française qui n'ont fait aucune poursuite contre un débiteur retardataire dans un délai de quatre années consécutives à partir du jour de la mise en recouvrement du rôle ou de la notification d'un avis de mise en recouvrement ou de l'envoi ou de la notification d'un avis d'émission d'un titre de recette, perdent leur recours et sont déchus de tout droit et de toute action contre ce débiteur.

SECTION 2 - SUSPENSION ET REPORT DU POINT DE DÉPART DE LA PRESCRIPTION

Art. LP. 38

Outre les cas prévus aux articles LP. 12 à LP. 14, la prescription de l'action en recouvrement est également suspendue dans le cas de réclamations assorties d'une demande de sursis de paiement.

SECTION 3 - INTERRUPTION DE LA PRESCRIPTION

Art. LP. 39

Outre les actes interruptifs prévus à l'article LP. 16, le délai de prescription est interrompu par toute demande de délai de paiement du débiteur au comptable public.

Art. LP. 40

Le délai de prescription de l'action en recouvrement est interrompu par la notification de la mise en demeure de payer ou d'un commandement de payer par le comptable public.

TITRE II - PRESCRIPTION DES DETTES DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Art. LP. 41

Les créances détenues sur la Polynésie française par les tiers, personnes privées ou personnes publiques, autres que l'État et ses établissements publics, les communes, leurs groupements et leurs établissements publics, sont régies par le présent titre.

Art. LP. 42

Le présent titre déroge pour la Polynésie française aux articles 2262 et 2277 du titre XX du code civil dans sa version applicable en Polynésie française.

CHAPITRE IER - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. LP. 43

La prescription se compte par années et non par jours.

Art. LP. 44

Elle est acquise lorsque le dernier jour de la dernière année du terme est accompli.

CHAPITRE II - DÉLAI ET POINT DE DÉPART DE LA PRESCRIPTION

Art. LP. 45

Sont prescrites, au profit de la Polynésie française, sans préjudice des déchéances particulières édictées par la loi applicable en Polynésie française, et sous réserve des dispositions du présent titre, toutes créances qui n'ont pas été payées dans un délai de quatre ans à partir du premier jour de l'année suivant celle au cours de laquelle les droits ont été acquis.

Le présent article déroge à l'article LP. 3334-1 du code du travail polynésien pour toutes créances de rémunération détenues par les agents de droit privé sur la Polynésie française.

Art. LP. 46

Sont prescrites, au profit de la Polynésie française, sans préjudice des dispositions de l'article LP. 45 et des déchéances particulières édictées par la loi applicable en Polynésie française, toutes créances résultant d'un dommage durable ou évolutif qui n'ont pas été payées dans un délai de quatre ans à partir du premier jour de l'année suivant celle au cours de laquelle la réalité et l'étendue des préjudices ont été entièrement révélées. Ces préjudices doivent alors être considérés comme connus et comme pouvant être exactement mesurés.

CHAPITRE III - SUSPENSION ET REPORT DU POINT DE DÉPART DE LA PRESCRIPTION

Art. LP. 47

La prescription est suspendue à compter du jour où, après la survenance d'un litige, les parties conviennent de recourir à la médiation ou, à défaut d'accord écrit, à compter de la première réunion de médiation.

La suspension de la prescription ne peut excéder une durée de six mois.

Les délais de prescription courent à nouveau, pour une durée qui ne peut être inférieure à six mois, à compter de la date à laquelle soit l'une au moins des parties, soit le médiateur déclare que la médiation est terminée.

Le présent article ne s'applique qu'aux médiations intervenant selon les modalités définies au chapitre III du titre Ier du livre II du code de justice administrative.

Art. LP. 48

La prescription ne court pas notamment contre :

- 1° Le créancier qui ne peut agir soit par lui-même, ou par l'intermédiaire de son représentant légal, soit pour une cause de force majeure ;
- 2° Le créancier qui peut être légitimement regardé comme ignorant l'existence de sa créance ou de la créance de celui qu'il représente légalement ;
- 3° Le créancier qui peut légitimement croire que ses droits sont sauvegardés et qui a ainsi été détourné de les exercer par l'administration ;
- 4° Le créancier qui est dans l'impossibilité de faire valoir sa créance à raison du fait de l'administration ;
- 5° Le créancier auquel une décision de justice revêtue de l'autorité de la chose jugée ou une décision d'effet équivalent fait interdiction d'agir pour faire reconnaître ses droits.

CHAPITRE IV - INTERRUPTION DE LA PRESCRIPTION

Art. LP. 49

La prescription est interrompue par :

- 1° Toute demande de paiement ou toute réclamation écrite adressée par un créancier à la Polynésie française, dès lors que la demande ou la réclamation a trait au fait générateur, à l'existence, au montant ou au paiement de la créance, alors même que l'administration saisie n'est pas celle qui aura finalement la charge du règlement ;
- 2° Tout recours formé devant une juridiction, relatif au fait générateur, à l'existence, au montant ou au paiement de la créance, quel que soit l'auteur du recours et même si la juridiction saisie est incompétente pour en connaître, et si l'administration qui aura finalement la charge du règlement n'est pas partie à l'instance ;
- 3° Toute communication écrite d'une administration intéressée, même si cette communication n'a pas été faite directement au créancier qui s'en prévaut, dès lors que cette communication a trait au fait générateur, à l'existence, au montant ou au paiement de la créance ;
- 4° Toute émission de moyen de règlement, même si ce règlement ne couvre qu'une partie de la créance ou si le créancier n'a pas été exactement désigné.

Un nouveau délai de quatre ans court à compter du premier jour de l'année suivant celle au cours de laquelle a eu lieu l'interruption. Toutefois, si l'interruption résulte d'un recours juridictionnel, le nouveau délai court à partir du premier jour de l'année suivant celle au cours de laquelle la décision est passée en force de chose jugée.

CHAPITRE V - DISPOSITION DIVERSES

Art. LP. 50

Les dispositions du présent titre ne s'appliquent pas en matière de remboursement de dépôts et de consignations, non plus qu'aux intérêts des sommes déposées ou consignées.

Art. LP. 51

Les créances au paiement desquelles il a été fait opposition entre les mains d'un comptable public ne sont plus soumises à la prescription à partir de la date de l'opposition.

Art. LP. 52

L'autorité compétente pour opposer la prescription est l'ordonnateur de l'entité publique visée à l'article LP. 1er ou toute personne ayant reçu de celui-ci une délégation ou un mandat à cette fin.

Il ne peut renoncer à opposer la prescription qui découle du présent titre.

Toutefois, le créancier peut être relevé, en tout ou en partie, de la prescription par décision de l'ordonnateur prise au regard des circonstances particulières et notamment de la situation dudit créancier.

Art. LP. 53

La Polynésie française doit, pour pouvoir se prévaloir, à propos d'une créance litigieuse, de la prescription prévue par le présent titre, l'invoquer avant que la juridiction saisie du litige au premier degré se soit prononcée sur le fond.

En aucun cas, la prescription ne peut être invoquée par la Polynésie française pour s'opposer à l'exécution d'une décision passée en force de chose jugée.

Art. LP. 54

La juridiction compétente pour connaître de la demande à laquelle la prescription est opposée, en vertu du présent titre, est compétente pour statuer sur l'exception de prescription.

TITRE III - DISPOSITIONS D'ENTRÉE EN VIGUEUR ET D'ABROGATION

CHAPITRE IER - DISPOSITIONS RELATIVES AUX CRÉANCES

Art. LP. 55

Les dispositions du titre Ier relatives aux créances de la Polynésie française sont sans effet sur une prescription acquise. Ces dispositions s'appliquent aux créances nées antérieurement à la date de son entrée en vigueur et dont le délai de prescription n'était pas expiré à cette même date, sans que la durée totale puisse excéder la durée prévue par la loi antérieure.

Le délai butoir prévu à l'article LP. 9 s'applique aux créances nées postérieurement à l'entrée en vigueur de la présente loi du pays.

CHAPITRE II - DISPOSITIONS RELATIVES AUX DETTES

Art. LP. 56

Les dispositions du titre II relatives aux dettes de la Polynésie française ne sont pas applicables aux créances atteintes de déchéance à sa date d'entrée en vigueur.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux créances nées antérieurement à la date de son entrée en vigueur et non encore atteintes de déchéances à cette même date.

Art. LP. 57

Sont abrogées à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi du pays, pour ce qui concerne la Polynésie française au sens de l'article LP. 1er, les dispositions de la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968, relative à la prescription des créances sur l'État, les départements, les communes et les établissements publics.

Le présent acte sera exécuté comme loi du pays.

Fait à Papeete, le 16 septembre 2024.
Moetai BROTHERRSON

Par le Président de la Polynésie française :
Le ministre de l'économie et des finances, en charge des énergies,
Warren DEXTER

Travaux préparatoires :

- arrêté n° 796 CM du 31 mai 2024 soumettant un projet de loi du pays à l'Assemblée de la Polynésie française ;
 - examen par la commission de l'économie, des finances et du budget le 21 juin 2024 ;
 - rapport n° 61-2024 du 24 juin 2024 de M. Heinui LE CAILL, rapporteur du projet de loi du pays ;
 - adoption en date du 31 juillet 2024 ; texte adopté n° 2024-13 LP/APF du 31 juillet 2024 ;
 - publication à titre d'information au JOPF n° 44 NS du 8 août 2024.
-